

# ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE: ET MAINTENANT?

Dans les deux précédents numéros de «L'Anarcho-Syndicaliste» nous avons brièvement rappelé quelles étaient les directions essentielles de la révolution sociale de 1936-39.

Après la défaite, la longue nuit franquiste s'est abattue sur l'Espagne. L'armée, la police, l'église catholique, la bourgeoisie, ont instauré un régime totalitaire, terroriste, dont les fondements idéologiques et sociaux sont un mélange de corporatisme et de fascisme.

La C.N.T. et le mouvement anarchiste continuent la lutte clandestine, y compris la lutte armée de la guerrilla ou de l'attentat. Mais les vagues de répression se succèdent, cette résistance, se traduisant quelquefois par des actes désespérés, sera impuissante. Le Mouvement libertaire en exil multipliera les efforts en direction de l'intérieur, et jouera un rôle important pour maintenir une organisation en Espagne, aussi embryonnaire soit-elle, dans les années les plus noires.

Au delà des divergences, des problèmes de tendances, des affrontements quelquefois passionnés au sein de l'organisation exilée, il reste, et c'est l'essentiel, que pendant près de 40 années la C.N.T. a maintenu un réseau important de solidarité, a publié sa presse, a édité de nombreux ouvrages, est intervenu à tous les niveaux pour la défense des camarades emprisonnés, et nous a donné un bel exemple de fidélité et de persévérance dans l'effort.

Il n'en reste pas moins qu'en Espagne, le mouvement ouvrier a été liquidé physiquement et que les anarcho-syndicalistes ont très chèrement payés.

Il faut attendre les années 1960 pour constater les premiers réveils de la combativité ouvrière, en même temps que la bourgeoisie prend un tournant et entreprend de faire progresser l'industrialisation.

Une nouvelle génération, celle qui n'a pas connu la guerre civile, et la révolution, entre en scène. Elle voyage, s'informe et constate qu'ailleurs, on vit différemment. Les mouvements étudiants d'opposition s'organisent, et sans atteindre l'ampleur de mai 1968 en France, ils constitueront cependant un facteur non négligeable qui contribuera à la coordination des actions.

Mais le phénomène le plus caractéristique vient, à notre avis, de la bourgeoisie elle-même. Pour survivre elle doit faire sortir son économie du guetto, pénétrer le marché mondial, et par conséquent, pour être compétitive, se moderniser, se rationaliser. Pour cela il lui est nécessaire, au moins en apparence, de «libéraliser» le système. Mais elle doit le faire avec une extrême prudence car le franquisme a mis en place des institutions qu'il est difficile de bousculer.

Elle sera aidée en cela par la hiérarchie catholique qui prendra progressivement ses distances jusqu'à afficher une position de neutralité et à se déclarer indépendante de l'Etat franquiste.

L'église, toujours habile et opportuniste, sait se détacher des pouvoirs établis lorsque ces pouvoirs menacés risquent de l'entraîner avec eux dans leur chute. Elle sait aussi que pour maintenir en place l'état et la propriété privée des moyens de production, point n'est toujours besoin de la terreur et du camp de concentration. Il existe une doctrine sociale appelée le corporatisme qui permet de mettre en place des structures d'intégration à l'entreprise et à l'état, de «transcender» la lutte des classes, même quand ces structures sont baptisées associations, communautaires ou... auogestionnaires.

La plupart des forces de conservation sont donc attelées à cette tâche depuis plusieurs années en Espagne: permettre une transition lente vers un nouveau régime politique garantissant quelques libertés fondamentales, mais préservant en tout état de cause le système d'exploitation.

La mort de Franco a simplement permis d'accélérer un processus qui, de toutes façons reste étroitement contrôlé par la bourgeoisie.

Il serait vain de céder à un enthousiasme puéril sous prétexte que les organisations ouvrières, désormais légalisées, rassemblent des foules importantes dans leurs meetings.

Les anarchistes militant effectivement dans le mouvement ouvrier, c'est-à-dire ailleurs que dans les arrières-salles des cafés, savent que rien n'est facile, et qu'en tout état de cause il faut se garder des illusions, essayer de voir clair, et surtout ne pas se mentir à soi-même.

Les militants de l'*Union des Anarcho-sindicalistes* qui ont assisté à des meetings de masse de la C.N.T. d'Espagne, qui ont largement discuté avec ses responsables, sont profondément satisfaits de constater la rapidité avec laquelle se reconstituent les syndicats de la C.N.T., et notre soutien, en fonction de nos moyens, est totalement acquis à nos camarades, mais la situation ne peut absolument pas être comparée à celle existant à la veille du 19 juillet 1936.

Sans procéder à une analyse détaillée de leurs causes, nous pouvons cependant énumérer une série de faits qui nous semblent incontestables.

Dans la période actuelle la classe ouvrière, dans sa majorité, n'a nullement l'intention de tenter une nouvelle expérience révolutionnaire. Ni l'intention, ni les moyens. Que cela plaise ou non, les conditions objectives de mise en place par la classe ouvrière et les paysans d'un système socialiste libertaire sont loin d'être réunies.

- La reconstitution de la C.N.T. se réalise dans un contexte beaucoup plus difficile que celui existant après la chute de la dictature de Primo de Rivera, qui n'avait duré que neuf ans. C'était la même génération de militants qui rebâtissait la C.N.T., une C.N.T. qui n'avait pas connue, loin s'en faut, la même répression que celle de la dictature franquiste.

- Le parti communiste espagnol, et sa courroie de transmission, les "commissions ouvrières", ont incontestablement une implantation supérieure à celle de 1936.

- Dans le camp socialiste, l'U.G.T. dispose de moyens matériels très importants grâce à son environnement international. Ce qui n'est pas le cas pour la C.N.T. qui ne peut rien attendre de la fantomatique A.I.T. De plus, et cela compte aussi, l'U.G.T. aborde la période actuelle sans aucune compromission fondamentale avec le régime franquiste, alors qu'elle avait collaboré gouvernementalement avec Primo de Rivera, allant jusqu'à accepter les tribunaux du travail et l'arbitrage obligatoire.

Voilà quelques éléments qui pèsent lourd dans le moment présent.

Il faut y ajouter d'autres facteurs internes à l'organisation. En particulier, l'afflux à la C.N.T. de très nombreux jeunes ne facilite pas les choses. Des outrances de comportement, des attitudes quelquefois beaucoup plus gauchistes qu'anarchistes, des affirmations et des prises de positions publiques qui sacrifient sans discernement à la mode baptisée hâtivement «contre-culture», et qui sont le contraire d'une attitude rationaliste, peuvent nuire beaucoup à la C.N.T.

L'anarchisme, et son prolongement dans le mouvement ouvrier, l'anarcho-sindicalisme, ne peuvent pas, au nom de la liberté, laisser faire n'importe quoi, n'importe comment dans les organisations qui s'en réclament.

La C.N.T. est une organisation de classe, constituée par des syndicats ouvriers, pratiquant l'action directe (ce qui n'est pas forcément la violence). La C.N.T. proclame que sa finalité est le communisme libertaire, c'est-à-dire l'instauration d'une société sans classes et sans état. Il est donc logique que ses méthodes d'action et ses revendications fondamentales soient liées à la finalité.

Mais les travailleurs, en Espagne comme ailleurs, viennent aussi au syndicat pour la défense quotidienne de leurs revendications les plus élémentaires: augmentations des salaires, améliorations des conditions de travail, diminution de ce temps de travail, etc. Un syndicat de classe, doit répondre à ses aspirations et organiser l'action pour les obtenir, même si pour des juristes intransigeants cela n'est pas la révolution.

Or, aujourd'hui en Espagne, seule la C.N.T. peut faire cela, car seule elle refuse le pacte social signé par l'ensemble des grandes formations de l'opposition.

Le «pacte social» c'est ce que nous appelons ici la politique des revenus, c'est le strict alignement de la hausse des salaires sur la hausse officielle des prix, c'est le droit pour les patrons de licencier, c'est l'acceptation, par le P.S.O.E. et le P.C.E. de l'austérité, c'est là aussi le compromis historique. C'est la mise au frigidaire de toutes les revendications, au nom de l'intérêt général et national.

Nous disons un peu plus haut que la classe ouvrière n'a pas les moyens de faire la révolution: cela ne signifie pas qu'il n'y a pas, et qu'il n'y aura pas d'affrontements de classe, avec les moyens d'action traditionnels de la classe ouvrière, pour ses revendications. Evidemment cela ne signifie pas non plus que la révolution communiste libertaire n'étant pas actuellement possible, la C.N.T. doit se contenter d'agir uniquement pour obtenir quelques revendications.

Les anarcho-sindicalistes de la C.N.T., et ceux du monde entier, ont à expliquer, plus que jamais, que les contradictions des systèmes capitalistes et étatiques sont telles, que la solution au problème social passe inévitablement par les propositions anarchistes.

Mais, sous peine de se condamner à l'impuissance, cette propagande ne peut pas exclure la lutte et la pratique syndicale, pour des satisfactions immédiates. Or, cette «*besogne quotidienne, obscure mais féconde*», comme l'appelait Fernand Pelloutier, se heurte et se heurtera de plus en plus au système en place: la concurrence et la compétitivité devenant de plus en plus exacerbée, la moindre revendication ayant des conséquences immédiates sur les coûts salariaux, donc sur les prix de revient, devient pratiquement intolérable pour le patronat.

Il en résulte que la lutte revendicative prend un caractère révolutionnaire, dès lors qu'elle remet en cause les équilibres économiques actuels. N'en déplaise aux idéologues de tout poil, c'est encore par l'action pour la satisfaction de tous leurs besoins sociaux «quantitatifs», que les travailleurs remettent fondamentalement en cause l'exploitation.

Pour cette action, la classe ouvrière a nécessairement besoin d'organisations autonomes, indépendantes de l'état, du patronat, des partis, c'est-à-dire de syndicats de classe.

En Espagne, cette organisation, c'est la C.N.T., car seule elle présente ces garanties d'indépendance. Ailleurs, ce sont tous les syndicats qui refusent toutes formes d'intégration: à l'entreprise et à l'état.

Or, la C.N.T. se reconstruisant, elle est dangereuse pour toutes les autres formations et pour la bourgeoisie.

Si nos camarades arrivent à surmonter leurs difficultés internes, s'ils réussissent à structurer efficacement l'organisation fédéraliste de la confédération, y compris les fédérations d'industrie, s'ils évitent la tentation activiste et ultra gauchiste, alors la C.N.T. sera à nouveau une organisation ouvrière avec laquelle il faudra compter.

Mais répétons le: cela ne peut se faire qu'en menant une politique revendicative traditionnelle, et cela ne se fera que contre tous les autres, qu'il s'agisse de la U.S.O. intégrationniste, des "commissions ouvrières" du P.C.E., mais aussi de tous ceux qui à l'U.G.T. sont directement liées au P.S.O.E.

Il n'est donc pas déraisonnable de penser que la C.N.T. sera l'objet de provocations, et pas seulement de la part des ultras d'extrême droite.

Dans ces conditions, il est important pour la C.N.T. d'Espagne que se concrétisent les relations avec les mouvements anarcho-sindicalistes d'Europe, non seulement à travers l'A.I.T., mais avec tous ceux qui, comme nous, militons dans le mouvement ouvrier réel, parce que: il ne faut négliger aucune possibilité, dans la mesure où il faudra resserrer les rangs, pour rompre l'isolement international de la C.N.T., et pour la protéger.

**Jo. SALAMERO.**

-----